

Accord collectif

**PROTECTION SOCIALE COMPLÉMENTAIRE PRÉVOYANCE
DES SALARIÉS NON CADRES DES EXPLOITATIONS ET ENTREPRISES AGRICOLES
(Alsace)
(17 décembre 2007)**

AVENANT N° 3 DU 4 NOVEMBRE 2010
À L'ACCORD DU 17 DÉCEMBRE 2007 RELATIF À LA PRÉVOYANCE

NOR : AGRS1197016M

Entre :

La fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles du Bas-Rhin ;
La fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles du Haut-Rhin ;
Le syndicat des pépiniéristes viticoles d'Alsace ;
La fédération des syndicats de maraîchers d'Alsace ;
L'association des viticulteurs d'Alsace ;
Le groupement des producteurs négociants du vignoble alsacien ;
L'association des fermes-auberges du Bas-Rhin ;
L'association des fermes-auberges du Haut-Rhin ;
Le syndicat des horticulteurs du Bas-Rhin ;
Le syndicat des horticulteurs du Haut-Rhin ;
Le syndicat des pépiniéristes d'Alsace ;
Le syndicat des entrepreneurs des territoires du Bas-Rhin,

D'une part, et

L'union régionale d'Alsace des syndicats CFDT ;
L'union régionale d'Alsace des syndicats CFTC ;
L'union régionale d'Alsace des syndicats CGT ;
L'union départementale des syndicats CGT-FO du Bas-Rhin ;
Le syndicat des cadres d'exploitations agricoles, sections du Bas-Rhin et du Haut-Rhin,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Dans l'article 2 « Régime de prévoyance obligatoire », au deuxième alinéa « Garantie. – Incapacité de travail », les termes :

- « Ces indemnités journalières complémentaires sont versées :
- sans délai de carence, en cas d'accident du travail, d'accident de trajet ou de maladie professionnelle ;
 - à compter du 4^e jour d'arrêt de travail, en cas de maladie ou d'accident de la vie privée,

de sorte que l'indemnisation globale perçue par le salarié (indemnisation du régime de base comprise) soit égale à 90 % du salaire brut du salarié pendant 90 jours, puis 75 % de ce même salaire tant que dure le versement des indemnités journalières légales. »

sont remplacés par :

- « Ces indemnités journalières complémentaires sont versées à compter :
- du 1^{er} jour d'arrêt de travail en cas d'accident du travail, d'accident de trajet ou de maladie professionnelle ;
 - du 4^e jour d'arrêt de travail, en cas de maladie ou d'accident de la vie privée,

de sorte que l'indemnisation complémentaire aux indemnités journalières versées par la caisse de mutualité sociale agricole ou par les caisses assurances accidents agricoles soit égale à :

- 40 % de la rémunération brute limitée au plafond de sécurité sociale et 90 % de la rémunération brute comprise entre deux et quatre fois ledit plafond pendant 90 jours ;
- 25 % de la rémunération brute limitée au plafond de sécurité sociale et 75 % de la rémunération brute comprise entre deux et quatre fois ledit plafond après 90 jours et tant que dure le versement des indemnités journalières légales. »

Article 2

Les autres articles et conditions de l'accord collectif de prévoyance du 17 décembre 2007 et des avenants n° 1 du 30 juin 2009 et n° 2 du 15 octobre 2009 à l'accord précité ne sont pas modifiés.

Article 3

Le présent avenant prend effet au 1^{er} janvier 2011.

Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant.

Fait à Schiltigheim, le 4 novembre 2010.

(Suivent les signatures.)